

WARAA

Les Vainqueurs

LES N° VERTS DE L'OTR

POUR SIGNALER
TOUT FAIT SUSPECT
VEUILLEZ COMPOSER

N° VERT
8280
Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT
INFORMATION OU CONSEIL
VEUILLEZ COMPOSER LE

N° VERT
8201
Renseignements

OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

INSOLITE

Une Serbe veut changer de sexe pour
travailler aussi longtemps qu'un homme



Hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses 15 Octobre 2015 N° 087 - Prix 250 F CFA

Bilan des 9 derniers mois de l'OTR

« Nous sommes certains
que nous allons dépasser
les objectifs que le gouvernement
nous a assignés » Henri GAPERI ^{P2}

Interpellation avortée des
ministres BIDAMON et BAWARA
par un élu du peuple

Enfin les parlementaires, surtout
de l'opposition, décidés à jouer
leur rôle de contrôle de
l'action gouvernementale ^{P5}

Landerneau politique



Le parti des marcheurs
a célébré son 5^e
anniversaire sans allégresse ^{P4}

SPORTS

Le Comité de normalisation face à la presse hier



Antoine Folly et Cie tentent diffi-
cilement de sortir la tête de l'eau ^{P4}

Interview du ministre Robert Dussey sur le sommet de l'UA sur la sécurité maritime



« Le report n'est pas l'annulation.
C'est juste une question de timing » ^{P3}

La question des faux médicaments



Comment lutter efficacement
contre le phénomène ? ^{P2}

Bilan des 9 derniers mois de l'OTR

« Nous sommes certains que nous allons dépasser les objectifs que le gouvernement nous a assignés » Henri GAPERI

L'Office Togolais des Recettes (OTR) a organisé la semaine dernière un séminaire d'orientation. Tout comme à la fin de trimestre, les managers se sont réunis pour faire le bilan de leurs activités afin de prendre d'autres résolutions pour le reste de l'année.

A entendre le commissaire Général, Henri Gaperi, l'objectif de cette rencontre est de s'assurer que tous les acteurs œuvrent pour l'atteinte des mêmes objectifs. « Cette rencontre c'est un séminaire qui regroupe les managers de

l'OTR. Normalement nous le tenons chaque 3 mois et l'objectif principal c'est de s'assurer que nous travaillons sur la même page pour les mêmes objectifs. », a-t-il laissé entendre à la fin des travaux.

Les performances de l'OTR pendant les 9 mois écoulés de l'année 2015 sont bonnes. C'est ce qui ressort du bilan fait. « Pour les premiers mois les performances sont très satisfaisantes puis que nous sommes un peu au-dessus des prévisions pour les 9 mois, et surtout que les 3 derniers mois c'est les



mois d'activités économiques, pour la Douane et les Impôts, nous sommes certains que nous allons dépasser les objectifs que le gouverne-

ment nous a assignés. », a-t-il rassuré.

Pour le reste de l'année, l'OTR mettra un accent particulier sur le secteur des hydro-

carbures. En effet, le gouvernement met beaucoup d'efforts pour que les recettes au niveau des hydrocarbures puissent être à la hauteur des prévisions de 2015.

En plus des revus faits, les managers ont également discuté de la programmation pour le reste de l'année et pour l'année 2016. Il faut rappeler que selon la loi de finances, Gestion 2015, l'OTR doit mobiliser 480,4 milliards de francs CFA pour le budget général de l'Etat.

La Rédaction

La question des faux médicaments

Comment lutter efficacement contre le phénomène ?

L'un des problèmes de santé publique aujourd'hui au Togo est l'utilisation des faux médicaments. Lorsque vous faites un tour dans la capitale et en l'occurrence au marché d'Adawlato, vous vous rendez compte de l'ampleur du phénomène. Sur des étalages exposés en plein soleil, on trouve des quantités importantes de médicaments. Les médicaments que l'on trouve le plus souvent sont des anti-inflammatoires, des antalgiques (contre la douleur) et des antibiotiques. Dans les quartiers périphériques, on voit souvent des revendeuses ambulantes de médicaments. Dans les villages, c'est surtout les jours du marché que ce commerce est florissant. Ce qui est dramatique dans tout cela c'est que des pharmaciens véreux se ravitaillent parfois au marché en cachette et



introduisent ces faux médicaments dans les stocks de leurs officines. Certains agents de santé achètent des faux médicaments pour les introduire dans leurs stocks de médicaments qu'ils prescrivent aux malades dans les for-

mations sanitaires.

De puissants réseaux mafieux se sont formés pour entretenir l'importation et la distribution de ces médicaments contrefaits et dangereux pour la santé. En réalité beaucoup de trafiquants



de drogue se sont convertis dans le commerce de faux médicaments qu'ils jugent plus lucratif et moins risquant. Selon des experts lorsque vous mettez un dollar dans le trafic des médicaments contrefaits, vous gagnerez au bout

cinquante dollars alors qu'au même moment si un autre met un dollar dans le trafic de drogue, il ne pourra récolter que seulement cinquante deux dollars à la fin. L'épicentre de ce réseau qui ali-

Suite à la p 6

Siège : Derrière EPP Kélégougan
 Tél : 90-02-52-45 / 22-35-81-95
 E-mail : micheltchadja@yahoo.fr
 c/s Casier N° 087. 13 BP152
 LOME-TOGO

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Michel Yao TCHADJA
 (alias Ezi Akoma)
 Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Pamphile S. NUMENYA

RÉDACTION

Ezi Akoma
 W. Maléki
 Achille
 A. Fic
 Jack Nukunu
 Hubertine Akouvi
 Séna Le Libre Penseur

INFOGRAPHISTE

Pamphile S. NUMENYA

IMPRIMERIE

La Colombe
 Tirage : 3.000 Exemplaires
 Rééplissé N° 0471/29/05/13/HAAC

Annonces et pubs : appelez le 90-02-52-45

**Retrouvez
 votre Journal**
WARAA
Les Vainqueurs
**chaque jeudi
 dans les kiosques**

Numéros Utiles

CHU Tokoin :	22-21-25-01
CHU Campus :	22-25-77-68
	22-25-47-39
	22-25-78-08
Commissariat Central :	22-21-28-71
Sûreté Nationale :	22-22-21-21
Pompiers :	118 ou 22-21-67-06
Gendarmerie (Secours et assistance)	172 ou 22-22-21-39
Police secours	117

Interview du ministre Robert Dussey sur le sommet de l'UA sur la sécurité maritime

« Le report n'est pas l'annulation. C'est juste une question de timing »

Initialement prévu pour novembre 2015, le Sommet de l'Union Africaine sur la sécurité maritime et le développement en Afrique a été reporté à une date ultérieure. Mais de sources proches de l'organisation ce sommet se tiendra dans le premier trimestre de l'année 2016. Dans une interview accordée à nos confrères de « Afrique Education », le ministre des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine Robert Dussey assure de la tenue de cette grande rencontre. Pour lui, le projet de « Charte sur la sécurité et la sûreté maritimes » constitue le fondement de cette Conférence de l'Union Africaine qui se tient à Lomé. « Il y a eu des rencontres précurseurs sur le même thème et nous estimons qu'il faudrait passer au concret, en adoptant une Charte à Lomé. Si vous voulez, j'estime que mettre notre capitale à l'actif de cette Charte relève de la normalité des choses eu égard à la nouvelle donne de notre diplomatie. Après plus d'une décennie d'hibernation, il faut que Lomé retrouve son titre de ville d'accueil des grandes rencontres internationales. », a-t-il indiqué. Nous vous proposons l'intégralité de cette interview.

Afrique Education : Monsieur le Ministre, Cher Professeur, Afrique Education voudrait faire le point avec vous sur les différents contacts que vous avez noués avec des partenaires en vue de l'organisation de la grande conférence africaine sur la sécurité maritime et le développement en Afrique. Au lendemain de l'Assemblée Générale des Nations-Unies, que pouvez-vous en dire ?

Robert Dussey : L'Assemblée Générale des Nations-Unies est la plus importante des organes de l'ONU, et la session annuelle est une messe qui rassemble tous les Etats du monde et bien d'Institutions et Organismes internationaux affiliés, publics ou privés. A cet effet, nous avons profité de cette 70e session ordinaire de l'AG des Nations-Unies pour réactiver ou redynamiser les accords, déjà, établis et rassurer toutes les parties prenantes. Elle nous a, également, permis de mesurer le niveau d'enthousiasme des partenaires impliqués ou sollicités pour le succès de la Conférence extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique. Plusieurs contacts ont été, effectivement, noués avec tous les partenaires et nous nous réjouissons des retours positifs et confirmations, qui en ont découlé. Je nous félicite, par ailleurs, de la réussite du « sideevent » co-animé avec mon collègue, Bert Koenders, ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, sur le thème : « Sécurité et sûreté maritimes dans la mise en œuvre du programme de développement 2015 ».

AE : Vous avez beaucoup voyagé pour la réussite de

cette Conférence. Qu'est-ce qui motivait vos voyages ? Étaient-ce des voyages par thèmes ou par centres d'intérêt ? Pouvez-vous nous faire part de votre méthodologie de travail ?

RD : Vous exagérez (rires). Je n'ai pas trop voyagé. En réalité, j'ai fait, exactement, comme le font tous les responsables, quand il faut mobiliser pour le succès d'une Conférence d'une telle envergure. Pour montrer l'intérêt et convaincre, je dois effectuer des déplacements à l'intérieur du continent. Il ne faut pas oublier que nous n'organisons pas une conférence, et puis, plus rien. Le chef d'Etat, Faure Gnassingbé, ambitionne de mobiliser les Etats membres autour d'un projet de Charte devant régir la sécurité et la sûreté maritimes. Il s'agit d'une innovation de taille dont nous ne mesurons pas la portée, mais, il est importantissime que nous y parvenions. Le développement de nos pays (pas seulement) ceux qui ont un versant maritime, en dépend. Je dois ajouter que certains de mes déplacements sont assurés par centre d'intérêts tandis que d'autres le sont par thèmes. Vous faites bien de me poser la question. En fait, les deux combines ont mobilisé toute l'équipe de la Commission préparatoire du Sommet à être présente dans plusieurs rencontres internationales. Il faut souligner que la sécurité maritime et le développement sont au cœur des gouvernements préoccupés par les fléaux de l'insécurité maritime, notamment, la piraterie, le trafic de stupéfiants, le trafic des migrants, la pêche illégale, la pollution marine, ainsi que, tous les autres actes criminels commis en mer qui constituent de graves entra-



ves au développement des Etats riverains ainsi que ceux du littoral. Aussi, voudrais-je insister sur le fait que le thème de cette conférence englobe des thématiques pluridisciplinaires et multidimensionnelles que sont la sécurité, la sûreté et le développement économique. Ce qui nous conduit d'emblée à une confrontation des théories et des méthodologies contradictoires, déjà, internes à chaque champ d'analyse, puis, d'un champ à un autre. L'obligation est ainsi faite pour nous, de mener cette investigation dans les règles de l'art aussi bien diplomatiques qu'intellectuelles sinon universitaires ou scientifiques, d'où l'usage de la méthodologie ou de la démarche consensuelle.

AE : Vous avez beaucoup travaillé avec le ministre des Affaires étrangères, Bert Koenders, dont le pays est un géant sur les questions touchant à la mer et aux océans. Quel a été son apport pour ne parler que des Pays-Bas ? Pouvez-vous parler d'autres expériences marquantes ?

RD : Des expériences marquantes ! Je ne saurais les citer toutes, mais, je puis vous confirmer que tous les apports ont été très enrichissants. Qu'il s'agisse des apports des pays ou des personnalités dans le cadre de la coopération bilatérale ou multilatérale, ou encore, avec les Organismes internationaux ou Institutions internationales, le constat est le même : une note de satisfaction, déjà, pour les préliminaires de cette conférence si vous voulez bien. A propos de mon collègue, Bert Koenders, Je le disais plus haut, en-

semble, nous avons animé sous le patronage et la présence effective du président de la République, Faure Gnassingbé, le « sideevent » sur le thème de « La sécurité et la sûreté maritimes dans la mise en œuvre du programme de développement post-2015 », en marge de l'AG de l'ONU, à New York, le 26 septembre 2015. Ceci vient confirmer le degré d'importance et d'implication des Pays-Bas parmi les partenaires du Togo. Je profite de votre tribune pour lui renouveler ma sincère gratitude et, par la même occasion, à toutes les bonnes volontés qui ont bien voulu accompagner, à des degrés divers, cette conférence.

AE : L'Afrique est très culturellement diverse. Elle compte des anglophones, des francophones, des lusophones, des arabophones et un hispanique. Harmoniser les positions devient œuvre de titan quand le sujet comme le vôtre est sensible. Comment y êtes-vous parvenu ?

RD : Cette diversité linguistique et culturelle de l'Afrique est une richesse, il n'y a pas lieu de s'alarmer. L'Union Africaine n'est pas à sa première conférence sur des questions aussi sensibles. Les acteurs sont conscients des défis de cette rencontre dont le thème est au centre des préoccupations de tous les gouvernements. Il faut souligner notre satisfaction de la mobilisation et de l'implication de la société civile et du secteur privé de nos Etats dans l'organisation de cette conférence. Des contributions et des propositions fusent de tous les Etats sans justement tenir compte des

barrières linguistiques. Il y a lieu de saluer, ici, la prise de conscience des acteurs de l'intérêt général de l'Afrique. Toutefois, des dispositions sont prises par les organisateurs en termes de traduction pour qu'aucun pays ne soit lésé, avant, pendant et après la conférence. Le site du Sommet (www.african-togo2015.com) est, justement, conçu en tenant compte de toutes les diversités linguistiques et traduit en anglais et en français.

AE : Quelles vont être les grandes lignes de cette conférence et quels en seront les grands animateurs (conférenciers) ?

RD : Cette conférence se penchera comme son nom l'indique sur deux grandes thématiques à savoir : La coopération régionale et internationale pour la sécurité maritime dont les sous-thèmes sont la piraterie maritime ; la pêche illégale ; les trafics illicites de tout genre transitant par la mer ; la migration. La sécurité maritime et le développement dont les sous-thèmes sont la préservation de l'environnement marin et la mer comme facteur de développement. Les conférenciers ne sont autres que des experts avérés dans les différentes thématiques et d'envergure internationale telle que se veut la conférence en elle-même.

AE : Comment les travaux seront-ils organisés ?

RD : En plénière pour les experts représentants permanents des Etats auprès de l'UA dont les conclusions seront entérinées par le Con-

Landerneau politique

Le parti des marcheurs a célébré son 5^e anniversaire sans allégresse

Le 10 octobre dernier, l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) a célébré le 5^e anniversaire de sa création. Comme on pouvait s'y attendre, cette célébration s'est déroulée dans la morosité. Et pour cause, le parti vient de sortir d'une élection présidentielle où son leader Jean Pierre Fabre a mordu la poussière. La seule consolation est qu'il est déclaré premier parmi les recalés.

L'ANC qui est née sur les cendres de l'UFC utilise depuis sa création les mêmes méthodes que l'UFC d'antan. Un parti qui prône le radicalisme sans toutefois avoir les moyens de sa radicalité. Un entêtement à persévérer dans l'erreur et



l'illusion.

En effet, au lendemain de la présidentielle de 2010, lorsque Fabre et ses amis ont choisi de marcher toujours pour contester la réélection du président Faure, tous les observateurs avisés l'ont prévenu que cette démarche est suicidaire à long terme car

elle

aboutirait à la lassitude de ses militants. Jean Pierre Fabre n'a pas écouté ces conseils et s'est entêté. Résultat, après cinq années de marches infructueuses ses militants se sont démobilisés. Il lui est impossible d'organiser une marche car les militants lassés ne répon-

dront pas présents.

Après la dernière présidentielle, le parti s'est davantage affaibli car bien des militants s'interrogent sur ce qui a réellement poussé J-P Fabre à participer à cette élection puisqu'à ses propres dires « tout a été joué d'avance ».

Il avait soutenu publiquement au cours des meetings que son parti ne participerait à aucun scrutin si les réformes politiques constitutionnelles et institution-

nelles n'étaient pas mises en œuvre. Et coup de théâtre, il décide de prendre part à l'élection. Les militants du parti continuent de s'interroger sur la probité morale de leur leader surtout que certains opposants d'autres partis ayant boycotté le scrutin l'accusent de félonie.

C'est dans cette atmosphère pleine de suspicion qu'a été célébré le 5^e anniversaire de l'ANC. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il n'est pas exclu qu'un jour quelques collaborateurs de J-P Fabre le quittent en le traitant de traître comme ce fut le cas pour Gilchrist. Attendons de voir.

W. Maléki

Du gouvernement au parlement

Angèle Amouzou-Djaké et Brim Bouraïma Diabacté rejoignent l'hémicycle



Deux nouveaux députés notamment l'ancienne ministre en charge des sports Angèle Amouzou Djaké et l'ancien ministre en charge de l'enseignement technique Brim Bouraïma Diabacté ont rejoint l'hémicycle au cours de la première séance ordinaire de la 2^{ème} session de l'année 2015 à l'Assemblée nationale mardi dernier.

Après sa nomination à la tête de la primature, il fallait alors trouver un remplaçant pour Klassou Sélom. Dans cette démarche le parti UNIR avait commis l'erreur de positionner une autre personne en lieu et place de Angèle Amouzou-Djaké qui gérait les affaires courantes. Elle a alors écrit à la cours constitutionnelle qui lui a rétabli dans ses droits. Parlant du député de l'UFC El Hadj Brim Diabacté, il ne fait que reprendre sa place qu'il a laissé pour aller servir dans le gouvernement

AHOOMEY-ZUNU II.

Après avoir apporté leur touche au ministère des Sports et des loisirs et au ministère de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle dans le dernier gouvernement de AHOOMEY-ZUNU, d'Angèle Amouzou-Djaké et El Hadj Brim Diabacté

vont désormais servir le pays en tant qu'élus de la nation.

Il faut rappeler que la 2^{ème} session de l'année 2015 à l'Assemblée nationale est essentiellement consacrée à l'étude et à l'adoption du budget 2016.

Jack NUKUNU

Interpellation avortée des ministres BIDAMON ET BAWARA par les élus du peuple

Enfin les parlementaires, surtout de l'opposition, décidés à jouer leur rôle de contrôle de l'action gouvernementale

Les travaux de la deuxième session ordinaire de l'Assemblée Nationale se poursuivent. Beaucoup de sujets dont l'analyse et le vote du budget rectificatif de l'exercice 2015 et surtout l'examen et le vote du budget 2016 attendent les honorables députés. Parallèlement à ces dossiers lourds, d'autres pas moins importants seront inscrits à l'ordre du jour de cette ses-

sion parlementaire. C'est le cas de l'interpellation de deux membres du gouvernement en l'occurrence messieurs Abli BIDAMON des Mines et de l'Energie et Gilbert BAWARA de la fonction publique et du travail. Cette interpellation est l'œuvre du député du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) Jean KISSI. Mais cette interpellation a été annulée pour des raisons que notre rédaction ignore.

Les membres du gouvernement interpellés devaient répondre des questions relatives au drame intervenu en début du mois de juillet 2015 dans l'usine de la cimenterie à Tabligbo, au Sud-Est du Togo. Ce drame avait fait pas moins de cinq victimes et d'immenses dégâts matériels. Une enquête avait été ouverte par le gouvernement afin de situer les responsabilités. Mais quatre mois après ce tragique accident

qui a endeuillé des familles entières, rien ne pointe à l'horizon. C'est ce qui justifierait l'action de l'honorable Jean KISSI, originaire lui-même de cette localité.

L'interpellation des membres du gouvernement, au-delà de son rôle de contrôle de l'action du gouvernement, participe à la vitalité démocratique. Il faut cependant relever que les élus du peuple ont de tout temps négligé

Suite à la p 5 - 4

La diplomatie togolaise sur tous les fronts Le 17^e sommet de la francophonie pourrait se tenir à Lomé

Décidément la diplomatie togolaise fonctionne à merveille. Les efforts des plus hautes autorités pour le rayonnement de notre pays se poursuivent et portent déjà des fruits. Après le sommet extraordinaire de l'Union Africaine sur la sécurité maritime et le développement prévu pour se tenir dans le premier trimestre de l'année prochaine, le Togo pourrait organiser aussi le 17^e sommet de la francophonie en 2018. La proposition a été faite par le patron de la diplomatie togolaise, Professeur Robert Dussey en marge de la 31^{ème} session de la Conférence Ministérielle de la Francophonie

(CMF), tenue du 9 au 11 octobre à Erevan en République d'Arménie. Le ministre des affaires étrangères a également annoncé au cours des travaux, l'accueil et l'organisation en 2017 à Lomé par le Togo, des réunions du conseil permanent de la francophonie (CPF) et de la conférence ministérielle de la francophonie (CMF). M. Dussey a aussi réaffirmé la tenue, au premier trimestre de l'année 2016, du sommet extraordinaire de l'Union africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique. Initialement prévu pour novembre prochain à Lomé, ce

sommet a été repoussé en raison du retard dans les travaux de réfection de l'Hôtel 2 Février, devant abriter les assises. En marge de cette 31^{ème} session de la CMF, M. Dussey a signé — au nom de la République Togolaise avec son homologue arménien — un mémorandum de coopération dont l'objectif est d'organiser des consultations périodiques pour discuter et approfondir des questions d'intérêt commun. Notons que les assises d'Erevan ont porté notamment sur les changements climatiques, la question des flux migratoires et la mobilisation

des jeunes dans l'espace francophone. Plusieurs questions d'actualité relatives à la situation politique au sein de l'espace francophone et à l'économie mondiale, étaient également au menu des débats qui ont permis au chef de la diplomatie togolaise d'exposer les engagements mis en œuvre par le Togo en rapport avec la déclaration et les résolutions de Dakar, notamment la «stratégie 2015-2022 de la francophonie pour l'épanouissement des jeunes» et «la stratégie économique pour la Francophonie afin d'accroître les capacités de négociation des Etats membres et leur influence dans

les instances internationales». Précisons que les ministres des affaires étrangères des 80 pays membres et observateurs de l'OIF ont été invités personnellement par le ministre des affaires étrangères de la République d'Arménie, Edward Nalbandian, par le Ministre des affaires étrangères du Sénégal, Mankeur Ndiaye (dont le pays préside actuellement la Conférence au sommet) et par la Secrétaire générale de la Francophonie, Mme Michaëlle Jean.

La Rédaction

Interpellation avortée des ministres BIDAMON ET BAWARA par un élu du peuple

Enfin les parlementaires, surtout de l'opposition, décidés à jouer leur rôle de contrôle de l'action gouvernementale

Suite de la p 4

ce droit que leur confère notre constitution. Si les députés de la majorité se complaisent dans cette situation, il est inconcevable que ceux de l'opposition ayant appartenu à toutes les législatures depuis 1994 à nos jours n'aient songé d'user et même d'abuser de cette prérogative constitutionnelle. Un observateur de la scène politique togolaise nous a confié ceci « je suis scandalisé et estomaqué lorsque je vois les élus du peuple s'offrir en spectacle sur les médias qui pour dénoncer la mauvaise gouvernance ou qui autre pour soutenir l'action gouvernementale.

La tribune idéale pour un élu reste l'Assemblée Nationale afin de faire remonter au sommet les préoccupations des citoyens ». A notre question « que pensez-vous de l'action du député Jean KISSI ? » Il a dit : « c'est formidable et j'espère que cela augure un nouvel ère démocratique pour le Togo. L'ère où le combat démocratique entre élus ne sera plus dans la rue ou sur les médias mais



véritablement au parlement où les débats contradictoires feront éclore des idées novatrices pour faire du Togo l'or de l'humanité ».

L'on espère aussi que cette interpellation même avortée ne restera pas sans suite et que les gouvernants par moment rendent compte de la

gestion des affaires de la cité. Ceci donnera un dynamisme nouveau à notre jeune démocratie.

SENA LE LIBRE PENSEUR

Interview du ministre Robert Dussey sur le sommet de l'UA sur la sécurité maritime

« Le report n'est pas l'annulation. C'est juste une question de timing »

Suite de la p 3

seil exécutif des ministres suivi du Sommet des chefs d'Etat.

AE : Vous ambitionnez de faire adopter une « Charte sur la sécurité maritime » à l'instar des Accords de Lomé 1 et 2 qui régissent, dans le passé, les relations entre les pays ACP et l'Union européenne. Avez-vous des raisons d'être optimiste ? Si oui, pourquoi ?

RD : Le projet de «Charte sur la sécurité et la sûreté maritimes» constitue le fondement de cette Conférence de l'Union Africaine qui se tient à Lomé. Il y a eu des rencontres

précursives sur le même thème et nous estimons qu'il faudrait passer au concret, en adoptant une Charte à Lomé. Si vous voulez, j'estime que mettre notre capitale à l'actif de cette Charte relève de la normalité des choses eu égard à la nouvelle donne de notre diplomatie. Après plus d'une décennie d'hibernation, il faut que Lomé retrouve son titre de ville d'accueil des grandes rencontres internationales. Pour le cas précis de cette conférence sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement économique en Afrique, le choix de Lomé n'est que logique.

AE : C'est la première grande conférence internationale qui sera organisée à Lomé, depuis l'arrivée du président, Faure Gnassingbé, au pouvoir. Au niveau de l'accueil et de l'organisation, tout sera-t-il fin prêt ?

RD : Tout sera prêt pour la tenue et la réussite de cette grande Conférence.

AE : La Conférence se tient en partenariat avec l'Union Africaine. Sur quel plan vous vient-elle en soutien ?

RD : La conférence sur la sécurité maritime et le déve-

loppement en Afrique est organisée par l'Union Africaine et Lomé est choisie pour l'abriter.

AE : Il y a l'avant-conférence. Il y aura la tenue de la conférence et l'après-conférence. Qu'est-ce qui va se passer après la tenue de cette conférence ? Que ferez-vous ?

RD : Que les idées ne restent pas idées et que la Charte ne dorme pas dans les tiroirs. Pour cela, il faudrait veiller à la ratification et à la mise en application effective de la Charte sur la sécurité et la sûreté maritimes. Du

moins, faire le suivi des recommandations de la Conférence.

AE : Votre dernier mot ?

RD : Confiance et sérénité. Le report n'est pas l'annulation. C'est juste une question de timing. Ce petit décalage nous permet, d'ailleurs, de peaufiner les choses. Merci et si vous n'avez pas, encore, votre invitation, vous êtes, déjà, les bienvenus pour relayer les grandes décisions, qui seront issues de cette Conférence.

Source : Afrique Education

Lettre des Eperviers du Togo

Lettre ouverte au Comité de Normalisation de la Fédération Togolaise de Football, au Ministère de la jeunesse et des Sports, ainsi qu'à l'ensemble de nos dirigeants «Passés» et «Futurs»

Après l'annulation du match amical Togo - Egypte, les Eperviers du Togo sont fortement remontés contre les dirigeants du football togolais. A travers une lettre rédigée par le vice capitaine Serge Akakpo avec la collaboration des autres joueurs, les Eperviers relèvent tous les dysfonctionnements à la FTF qui rendent difficile la qualification du Togo pour la CAN 2017. Nous vous livrons l'intégralité de cette lettre.

Trabzon, le 12 octobre 2015

1- Annulation du match amical et conséquences

1.1- L'annulation du match amical

Suite à l'annulation du match amical contre l'Egypte, comptant pour la journée Fifa du mois d'octobre 2015, nous l'ensemble des joueurs, sommes désespérés.

J'ai reçu des appels de la majorité des joueurs et je n'ai pas su trouver les mots ni les arguments afin de maintenir leur motivation intacte. D'après l'un d'entre eux, nous sommes le seul pays africain à ne pas avoir joué de match en ce mois d'octobre.

Et pour nos clubs aussi la situation est un peu confuse, déjà qu'ils ont du mal à accepter de nous libérer car les voyages sont longs et éprouvants, dorénavant difficile pour eux de prendre notre équipe nationale au sérieux.

1.2- Les conséquences

La première conséquence c'est que nous n'avons pas de préparation pour la double confrontation contre l'Ouganda au mois de Novembre prochain, alors que c'est un match crucial pour notre

avenir en tant que joueurs, mais aussi pour celui du football togolais. Je vous rappelle qu'en cas de défaite, le Togo ne fera pas les éliminatoires de la prochaine coupe du monde Russie 2018.

2- Rappel / Retour sur la chronologie des faits

2.1- Rappel des faits

En Septembre 2013, juste après notre victoire et dernier match de qualification contre la RDC à Lomé, j'ai eu un entretien téléphonique d'environ trente (30) minutes avec le ministre des finances, son Excellence Monsieur Ayassor (que je remercie d'ailleurs pour la disponibilité dont il a fait part) concernant les journées Fifa des mois suivants, en présence du ministre des sports de l'époque son Excellence Monsieur Bakalawa.

Le Ministre Ayassor m'a expliqué de long en large comment fonctionnait à son niveau les dépenses, qu'on lui envoie le budget global alloué au football, et que si celui-ci était mal géré par la suite, il n'avait pas la possibilité de l'étendre davantage, car le pays a d'autres



besoins que le football.

Donc en clair, qu'il n'avait plus d'argent pour financer les journées Fifa d'octobre et novembre 2013. Ses arguments étaient solides, précis et très clairs.

Mais sans manquer de respect à qui que ce soit, je tiens tout de même à rappeler à chacun des acteurs, que les dates Fifa sont fixées 2-3 ans à l'avance. Le Togo étant un pays membre de la FIFA, tous ces matchs à venir devraient logiquement être inclus dans le budget initial.

2.2- Proposition des joueurs de jouer sans primes

Suite à cet entretien, après m'être entretenu avec les plus anciens du groupe présents à ce moment (Moustapha Salifou, Alayxis Romao, Amewou Komlan, Daré Nibombé, Mamah Gafar, Gakpé Serge, Sadate Ouro Akoriko), en présence du coach Didier Six, de membres du ministère des sports et des finances, et comme témoin Dimas Dzokodo qui était venu me rendre visite à l'hôtel Sarakawa, j'ai fais la

proposition de jouer gratuitement tous les matchs amicaux qui venaient.

Pas de primes de sélection ou de campement, ni de primes de matchs. Tout ce qu'il fallait faire c'était de trouver un match et d'organiser la logistique.

Les joueurs avaient donné leur accord, nous ne le faisons pas pour l'argent mais bien pour l'amour de notre pays, et nous sommes des hommes responsables, nous voyons plus loin que des primes de matchs amicaux.

Mais malgré notre proposition, nous n'avons pas eu de matchs où de regroupements pendant un (1) an entier!! (De septembre 2013 à Septembre 2014).

2.3- Conséquences

On s'est retrouvé en septembre 2014 pour jouer directement les éliminatoires de la CAN Maroc 2015 avec à notre disposition énormément de moyens, tout ce dont on avait besoin et bien plus encore.

Sauf qu'après réflexion, il aurait plutôt fallu avoir à ce moment un peu moins de moyens, et une partie aurait pu servir à jouer des matchs amicaux durant l'année écoulée...

Déjà en club on s'entraîne tous les jours ensemble on a parfois du mal le week-end, alors imaginez une équipe nationale qui ne se voit d'habitude que 5-6 fois par an, mais qui la, ne s'est pas vu pendant un an!!

Résultat, une élimination sans appel pour la CAN 2015 avec un sanglant 1-4 à domicile contre la Guinée que je n'ai toujours pas digéré.

2.4- L'histoire se répète-t-elle?

Le mois dernier, en septembre 2015 à Djibouti, lorsqu'on m'a fait part des difficultés pour la journée Fifa de ce mois d'octobre, sachant l'importance des échéances à venir, encore une fois après avoir consulté les joueurs, j'ai fais la proposition de jouer gratuitement mais nous voilà à la maison à regarder les autres nations jouer à la télé. Comment pensez vous que le mois de novembre sera? Je vous laisse faire vos propres conclusions...

3- Calendrier des deux matchs de novembre à venir

3.1- Les dates

Par ailleurs les deux matchs aller/retour contre l'Ouganda sont prévus selon mes informations, le mercredi 11 novembre à Lomé et le samedi 14 novembre à Kampala.

Il est physiquement pratiquement impossible d'être prêt pour ces deux matchs.

Nous jouerons le championnat dans nos clubs respectifs le week-end du 7-8 novembre, voir peut être le lundi 9 pour certains.

Ce qui veut dire qu'au mieux, un joueur sélectionné pour ces deux rencontres peut arriver à Lomé le lundi 9 novembre au soir et pour la majorité le mardi 10 au soir, pour jouer le mercredi 11 à 15h.

S'il vous plaît, on aimerait savoir sur quoi, vous nos dirigeants, vous êtes vous basé pour prévoir les matchs à ces dates? Éclairiez nous!!

Nous jouons l'Ouganda que nous avons battu il y a un an, deux fois en quatre jours sur le score de 0-1 et 1-0. Nous avons fait tomber leur record d'invincibilité à domicile vieux de plus de dix ans. Il faut s'attendre à une équipe revancharde qui viendra à Lomé avec des envies de tout renverser!!

3.2- Les dates convenables

Les journées Fifa de novembre sont officiellement prévues par la FIFA entre le lundi 9 novembre et le mercredi 18 novembre.

Nos dates de match de novembre sont à changer, on ne peut pas jouer dans ces conditions. Si nous voulons mettre les chances de notre côté, le match aller surtout qu'il est à domicile, doit se jouer au moins le vendredi 13 novembre à Lomé et le match retour le mardi 17 novembre à Kampala.

Soit nous changeons les dates pour augmenter nos chances de qualifications, soit faut se rendre à l'évidence que la seule chose que l'on risque de gagner c'est la HONTE, comme c'était le cas il y a un an déjà.

Mais cette fois ci, et je pèse mes mots, il ne faudra pas compter sur nous!!

4- Équipements / Sponsor / Puma

4.1- Le grand mystère

Les équipements restent à ce jour un mystère pour nous. Difficile de constater qu'un pays comme le Togo, sponsorisé par Puma, qui a fait la coupe du monde 2006, qualifié à la CAN 2010, fait un 1/4 de finale de CAN 2013, se retrouve depuis 2013 sans contrat officiel avec son sponsor.

En même temps avec tous nos problèmes à répétition, comment voulez vous qu'un sponsor digne de ce nom accepte nos doléances?

4.2- Le contexte visuel

Nous représentons une équipe nationale, un pays, des valeurs, une nation, nous ne pouvons pas nous permettre de nous habiller comme c'était le cas à Djibouti le mois dernier, avec de faux équipements/Abloni achetés au marché à Lomé. C'est une honte pour nous tous, pour chaque togolais sans exception, du sommet du pays jusqu'en bas.

5- Notre terrain de Kégué

5.1- L'état du terrain

Depuis mes débuts en sélection, le problème du terrain a été récurrent chaque année, et je pense que le problème était bien présent avant. L'année dernière il a fallu qu'on monte au créneau à quelques heures d'un match important pour avoir un semblant de terrain.

Je ne suis pas en train de dire qu'avec un terrain parfait nous allons gagner tous nos matchs, mais au moins ça fait partie des petites choses qui assemblées les unes aux autres donnent le maximum de chances d'y arriver.

L'équipe est composée aujourd'hui en majorité de joueurs qui évoluent en Europe ou dans des grands championnats africains, et qui pour 60% ont été formés en Europe. Ce qui veut dire que nous sommes habitués à jouer sur des terrains mieux entretenus. Revenir à Lomé pour jouer sur un terrain impraticable ne fait que diminuer nos chances de gagner. Alors il est temps que l'on aie un terrain digne d'une équipe nationale qui se respecte.

Si le terrain de Kégué ne peut plus être rénové, alors trouvons un autre terrain plus adapté et allons jouer là-bas. Beaucoup de joueurs, moi même y compris, sommes aussi originaires du Nord du pays, si un meilleur terrain peut nous accueillir à l'intérieur, pourquoi pas?

6- Le coach actuel et ceux à venir dans le « futur » de l'équipe.

La question des faux médicaments Comment lutter efficacement contre le phénomène ?

Suite de la p 2

mente notre capitale se trouve à Cotonou au marché de Dantokpa. Si les garde frontières du côté Est étaient plus rigoureux dans leurs contrôles, on pourrait limiter l'ampleur du phénomène.

L'Etat a mis à la disposition des services des douanes la liste des grossistes et importateurs agréés de produits pharmaceutiques. Mais force est de constater que les quantités de médicaments illicites qui rentrent sur notre territoire sont autant si non plus importantes que les médicaments autorisés.

Au ministère de la santé, il y a une direction des pharmacies qui a pour rôle de veiller justement à la qualité des médicaments qui entrent en territoire togolais mais a-t-elle vraiment les

moyens pour mener à bien son travail?

Par le passé, il y avait une synergie d'action entre les ministères de la santé et de la sécurité qui organisaient des opérations coups de poing par moment. Ces opérations qui consistaient au ramassage musclé des stocks de médicaments exposés sur les marchés et aux abords des rues avaient porté ses fruits.

Mais depuis les troubles sociopolitiques des années 90 jusqu'à nos jours, on assiste à un affaiblissement de l'autorité de l'Etat dans ce domaine, ce qui a laissé libre cours aux réseaux mafieux d'opérer en toute impunité. Vu l'ampleur du phénomène, l'Etat se doit de réactiver ces opérations coups de poing. Chaque citoyen

devait prendre conscience du caractère dangereux du commerce des faux médicaments. Ces médicaments qui tuent à petit feu ravagent surtout le bas peuple. La paupérisation avancée dans laquelle se trouve la majorité de la population fait que, acheter des médicaments en pharmacie devient un luxe pour certaines familles. Actuellement certains nantis se tournent vers les compléments alimentaires très chers mais qu'ils jugent moins dangereux pour leur santé.

Selon une enquête des nations Unies, 70% des médicaments vendus en Afrique sont des contre façons. Alors faisons attention pour que les médicaments qui sont censés nous sauver la vie ne précipitent notre mort.

W. Maléki

SAVOIR



NEWS

La Première Agence de Presse Privée au Togo

www.savoirnews.net

L'INFO en continu 24H/24

Tél (228) 90 04 19 64 / 91 45 34 50 / 99 35 29 23

E-mails : savoir.news@yahoo.fr / info@savoirnews.net

Lettre des Eperviers du Togo

Lettre ouverte au Comité de Normalisation de la Fédération Togolaise de Football, au Ministère de la jeunesse et des Sports, ainsi qu'à l'ensemble de nos dirigeants «Passés» et «Futurs»

6.1- Ses impayés

Nous avons un nouvel entraîneur depuis officiellement le mois de Juin 2015. En cinq (5) mois il a déjà plus de 3 mois sans salaires qu'avec et il n'a pas de logement à Lomé alors que son contrat stipule qu'il doit vivre à Lomé pour aider à développer le football local. (Dont le championnat n'a toujours pas démarré d'ailleurs) Malgré cela, il n'a fait aucune déclaration négative à ce propos à la presse, il s'est concentré uniquement sur le sportif et le terrain. C'est une grande preuve de loyauté de sa part, et ça montre à quel point il est investi dans sa tâche. Il n'a jamais raté une seule séance d'entraînement et n'a jamais abordé ce point devant le groupe.

6.2- Les risques

Avoir un coach sans le payer peut avoir de lourdes conséquences pour l'équipe. Déjà au sein du groupe ça peut instaurer une mauvaise ambiance, et une atmosphère qui n'est pas propice à la victoire sur le long terme. Pour qu'une équipe nationale soit performante, tout le monde doit être sur le même piedestal, chacun est égal à l'autre sans exception, les joueurs, le staff technique et médical. C'est aussi ce qui crée une harmonie qui se traduit par des victoires sur le terrain. Mais encore pire qu'une mauvaise atmosphère, cette situation induit que le coach à n'importe quel moment, peut se lever et démissionner du jour au lendemain. Ça peut arriver juste avant un ras-

semblement par exemple, ou à la veille d'un grand match aussi. Nous les joueurs ne voulons plus prendre ce genre de risques, nous ne voulons plus évoluer dans ces tensions qui nous mènent le plus souvent à l'échec.

7- Conclusion

7.1- Ras le bol total

Nous sommes fatigués, cette pièce de théâtre dure depuis trop longtemps, et nous ne voulons plus en faire partie ou pris en otage entre les différentes parties. Nous prenons environ 20-25 vols par saison juste pour la sélection, ce sont des risques pour nous, nos familles ainsi que nos proches.

Nous voulons savoir à quoi nous en tenir désormais, si nous n'allons pas tous dans la même direction, autant nous le dire, que chacun des acteurs prenne ses dispositions à l'avenir.

7.2- Rappel du contexte actuel de l'équipe

Par dessus tout, nous sommes là pour écrire l'histoire du football togolais, qui constitue aussi l'histoire du pays, comme l'ont fait nos grands frères en se qualifiant pour la Coupe du Monde 2006, et montrer au monde entier que ce petit pays n'est petit que par sa taille. Mais parlant justement de 2006 (ma première sélection date d'Août 2008) et cette coupe du monde qui était censé nous propulser comme nos voisins ghanéens ou ivoiriens, force est de constater que depuis 9 ans, à l'exception de quelques vic-

toires isolées, nous vivons un réel cauchemar qui ne fait que se répéter. C'est comme si finalement le Togo n'était associé qu'aux drames dans le football mondial...

Nous avons aussi un devoir moral envers nos supporters, qui contre vents et marées remplissent le stade de Kégué, et ne manquent pas de nous soutenir à chaque occasion même à l'extérieur.

Le Togo possède à ce jour une équipe jeune, volontaire, pleine d'envie et talentueuse.

Beaucoup de pays n'ont pas notre effectif mais ils jouent les premiers rôles en Afrique.

Nous voulons trouver une solution concrète et durable, mais s'il faut que notre génération se sacrifie pour que nos petits frères aient la paix, croyez moi, nous sommes déjà sur le chemin de la révolution!!

Cette lettre est clairement un appel de détresse. En accord avec l'ensemble des joueurs de l'équipe nationale, MESSIEURS, s'il vous plaît, rendez nous notre football!!

Avec les participations de:

Alaixys Romao, Mamah Gafar, Sadate Ouro Akoriko, Serge Gakpé, Ayité Jonathan, Mathieu Dossevi et Cédric Mensah.

Seul on va plus vite, mais ENSEMBLE on ira plus loin.

Le combat continue

Un des leaders de l'équipe, Serge Akakpo

Euro 2016

20 qualifiés, 8 barragistes, un grand absent...

Le point à la fin des éliminatoires !

Les éliminatoires de l'Euro 2016 ont livré leur verdict. On connaît désormais les 20 premières nations qualifiées pour la prochaine compétition continentale qui se déroulera en France du 10 juin au 10 juillet. On y retrouvera un plateau relevé avec les grandes nations et plusieurs nouveaux venus. L'Allemagne, l'Espagne, l'Angleterre et l'Italie au rendez-vous... Pour rappel, les deux premiers de chaque groupe ainsi que le meilleur troisième des neuf groupes sont qualifiés directement pour la phase finale. En s'imposant contre Malte (1-0) mardi, la Croatie s'est adjugée la deuxième place du groupe H au détriment de la Norvège, battue par l'Italie (1-2). Les Croates ont rejoint les grandes nations déjà qualifiées, comme l'Allemagne, l'Angleterre, l'Espagne, l'Italie, le Portugal et, bien sûr, la France, pays hôte. Une liste à laquelle on peut rajouter la Belgique, nation montante du football mondial. En s'imposant contre Israël (3-1) mardi soir, les Belges



ont d'ailleurs pris la première place du classement FIFA. Tout ce beau monde retrouvera l'Autriche, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Russie et la Suisse. Pour la première fois de leur histoire, l'Islande, le Pays de Galles, l'Albanie, l'Irlande du Nord et la Slovaquie se sont invités au banquet... pas les Pays-Bas ! En revanche, on ne verra pas déferler de vagues oranges dans les tribunes des stades français l'été prochain. Les Pays-Bas seront les grands absents de cette compétition. A la lutte avec la Turquie pour une place de barragiste, les Néerlandais se sont inclinés face à la République tchèque (2-3), pendant que les Turcs l'emportaient contre l'Islande (1-0) se qualifiant ainsi directement en tant que meilleur troisième de l'ensemble des groupes. «On n'est pas l'Allemagne ou l'Espagne. Nous n'avons pas un tel réservoir de joueurs. Nous sommes les Pays-Bas et je dois faire avec le matériel qui est à ma disposition. Quand

j'ai pris mes fonctions, je savais que nous aurions quatre finales à disputer. Je n'ai pas eu beaucoup de temps pour mettre les choses en place», s'est défendu le sélectionneur Danny Blind mardi soir. Les barrages dans un mois La Turquie n'aura donc pas besoin de passer par les barrages qui se dérouleront les 12, 13, 14 novembre (aller) et 15,

16, 17 novembre (retour). La Bosnie-Herzégovine, le Danemark, la Hongrie, l'Irlande, la Norvège, la Slovaquie, la Suède et l'Ukraine se disputeront les quatre dernières places disponibles. «Je ne veux pas loupier le championnat d'Europe, ça m'est vraiment inimaginable que ce tournoi se déroule sans moi. On n'a pas été en mesure d'y aller directement, alors on ira d'une autre manière», a assuré l'attaquant suédois du Paris SG, Zlatan Ibrahimovic. Le tirage au sort des barrages aura lieu le 18 octobre. Les équipes qualifiées : Albanie, Allemagne, Angleterre, Autriche, Belgique, Croatie, Espagne, France, Irlande du Nord, Islande, Italie, Pays de Galles, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Russie, Slovaquie, Suisse, Turquie. Les barragistes : Bosnie-Herzégovine, Danemark, Hongrie, Islande, Norvège, Slovaquie, Suède, Ukraine.

Source: Maxifoot,

INSOLITES

Australie: il survit six jours dans le désert en mangeant des fourmis

Un homme de 62 ans a survécu pendant six jours sans eau dans la fournaise du désert australien en mangeant des fourmis, a annoncé la police mardi.



Reg Foggerdy avait disparu le 7 octobre lors d'une partie de chasse. Il se rendait à Shooter's Shack, un campement populaire auprès des chasseurs situé dans une région reculée de l'Etat d'Australie occidentale, à un millier de kilomètres au nord-est de Perth.

Comme il ne revenait pas, sa famille a donné l'alerte et les pisteurs de la police l'ont finalement retrouvé à une quinzaine de kilomètres de l'endroit d'où il avait disparu.

D'après l'officier Andy Greatwood, Reg Foggerdy, qui n'avait rien à boire pendant les six jours qu'a duré son épreuve, a passé les deux derniers jours assis sous un arbre.

«Il a mangé des fourmis, c'est comme ça qu'il a survécu», a déclaré le porte-parole de la police au journal West Australian. Il a déployé des «capacités de survie fantastiques» et «nos hommes qui l'ont trouvé dans une région extrêmement reculée ont fait montre de capacités de pistage fantastiques», a-t-il ajouté.

«Il était extrêmement déshydraté, un peu délirant, mais nous lui avons apporté les premiers secours et on est content de voir qu'il peut maintenant s'asseoir et parler. Il faisait extrêmement chaud, c'était très reculé et la plupart des gens n'auraient probablement pas survécu.»

Sa sœur, Christine Ogden, a elle expliqué à la radio ABC que son frère avait une grande expérience du bush, mélange de bois et de broussailles. «Je vais lui offrir un téléphone satellitaire», a-t-elle promis.

Une Serbe veut changer de sexe pour travailler aussi longtemps qu'un homme

En Serbie, les femmes du secteur public doivent prendre leur retraite plus tôt que les hommes. Une femme a décidé à sa manière de contourner la loi...



Une femme médecin serbe a engagé une procédure pour changer de sexe et éviter de tomber sous le coup de la loi, qu'elle juge discriminatoire, stipulant que les femmes du secteur public doivent prendre leur retraite plus tôt que les hommes. En vertu de cette loi, adoptée en juillet et visant à diminuer les dépenses budgétaires, les femmes du secteur public doivent partir à la retraite à 60 ans et 6 mois, alors que l'âge requis pour les hommes est de 65 ans. Mirjana Stanojic, 64 ans, spécialiste en réadaptation, a été récemment priée par son employeur, l'hôpital de Gornji Milanovac (centre de la Serbie), de prendre sa retraite. «Mon collègue du même âge peut, lui, continuer à travailler, et pas moi. Eh bien, j'ai décidé de devenir un homme pour pouvoir travailler tout en respectant la loi», s'est-elle insurgée dans une déclaration à l'AFP.

Forte médiatisation

À la suite à une forte médiatisation de son cas, la Cour constitutionnelle s'est saisie du dossier et examine l'éventuel caractère discriminatoire de la loi, qui a été suspendu dans l'attente de la décision de la Cour. «Je ne sais pas quel sera le verdict et, en conséquence, je continue la procédure engagée», a assuré Mme Stanojic, soutenue par ses collègues femmes de tout le pays. Et le chirurgien Dusan Stanojevic, spécialiste des opérations de changement de sexe, lui a promis une intervention gratuite.

Belgrade s'est engagé en novembre dernier auprès du Fonds monétaire international (FMI) à réduire ses dépenses notamment par des mesures dans le secteur public. Environ 10 % des 7,2 millions d'habitants de la Serbie sont des fonctionnaires.

Source : AFP

af AUBERGE af
de France
BAR RESTAURANT RIVERA
FORMATION HOTELIERE
05 BP : 88 Lomé-TOGO Tél. : 22 51 46 63



Connexion Wifi -Chambres climatisées et ventilées
Pizzeria et crêmerie - Parking automobile bien sécurisé

Site web : www.aubergedefrance.gao.tg



Un cadre idéal pour vos randonnées d'affaires et de loisirs

Contacts :

90 12 11 71

90 03 60 60

99 08 34 60



Pour vous, nous ne comptons pas le temps



**Agoè Cacavéli,
face à la réserve de la gendarmerie
non loin de l'ancien Bar Caméléon**